

ASSEMBLÉE NATIONALE

30 avril 2025

VISANT À LEVER LES CONTRAINTES À L'EXERCICE DU MÉTIER D'AGRICULTEUR -
(N° 856)

Tombé

N° CD192

AMENDEMENT

présenté par

M. Barusseau, M. Courbon, Mme Jourdan, M. Leseul, M. Dufau, M. Eskenazi, M. Fégné,
M. Roussel, M. Delautrette, M. Potier et Mme Thomin

ARTICLE 5

Rédiger ainsi cet article :

I. – À partir du 1^{er} janvier 2026, chaque établissement public territorial de bassin au sens de l'article L. 213-12 du code de l'environnement, en lien avec le représentant de l'État dans le département, répertorie et cartographie l'ensemble des retenues d'eau existantes à l'échelle de son bassin ou de son groupement de sous-bassins hydrographique.

II. – Tout projet de retenue d'eau s'inscrit dans les différents schémas directeurs d'aménagement de gestion des eaux définis à l'article L. 212-1 du code de l'environnement.

III. – Après concertation avec les collectivités territoriales concernées, un décret précise les modalités d'application du présent article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement du groupe Socialistes et apparentés vise à répertorier et cartographier l'ensemble des retenues d'eau présentes sur le territoire national et garantir sur l'ensemble du territoire une véritable planification en matière de gestion de la ressource en eau.

Il n'existe pas, à ce jour, de recensement exhaustif du nombre de retenues d'eau par catégorie. Si les grands barrages sont, pour d'évidentes raisons, bien connus, il n'en va pas de même des centaines de milliers de plans d'eau.

Le ministère de la transition écologique précise d'ailleurs qu'il « manque actuellement en France un panorama réel et précis des volumes prélevés et stockés, ainsi que des impacts cumulés sur la ressource en eau ».

Alors que le changement climatique va nécessiter un meilleur partage de la ressource en eau, il apparaît indispensable de pouvoir connaître précisément le nombre de retenues d'eau présentes au niveau national et à l'échelle de chaque territoire. Ces ouvrages peuvent s'avérer utile dans le cadre de notre politique d'adaptation au changement climatique.

A cet égard, les établissements publics territoriaux de bassin sont les mieux à même, au plus proche du terrain, de réaliser ce travail minutieux de cartographie.

Dans son rapport sur la gestion de l'eau quantitative la Cour des comptes souligne que « La carte de France des Sage reste très incomplète. Elle ne couvrait en 2021 que 54,4 % du territoire national (43,5 % en 201059). Les Sage sont nombreux dans le nord et l'ouest de la France métropolitaine. À l'inverse, le centre, l'est et le sud en comptent peu. Cette inégalité de couverture entre les bassins ne se justifie pas par des différences objectives de situations. Dans le bassin de l'Adour par exemple, le sous-bassin versant du Lot aval, pourtant situé en zone de répartition des eaux (ZRE), ne fait pas l'objet d'un Sage(...) Qu'elle soit définie dans les Sage ou les outils contractuels, la politique de l'eau doit s'inscrire localement dans un projet préalablement concerté entre toutes les parties prenantes, porté par les collectivités territoriales et s'appuyant sur des études scientifiques actualisées. »

Nous portons la conviction que pour éviter tout conflit d'usage de l'eau, l'État, les porteurs de projets et l'ensemble des collectivités concernées doivent s'appuyer sur la démocratie locale, la science et la cohérence à travers des documents de planification qui permettent d'appréhender l'ensemble des enjeux, de mettre en place des actions d'économie de la ressource en eau et ainsi garantir à l'ensemble de la population l'accès à l'eau.

Tel est le sens du présent amendement.